



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2000/L.10/Add.7
14 avril 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 21 b) de l'ordre du jour

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION**

Projet de rapport de la Commission

Rapporteur : Mme Marie GERVAIS-VIDRICAIRE

TABLE DES MATIÈRES*

Chapitre

VII. LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT

* Le document E/CN.4/2000/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/2000/L.11 et ses additifs.

Chapitre VII

LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT

1. La Commission a examiné le point 7 de son ordre du jour à ses 10ème à 13ème séances, tenues les 27 et 28 mars, et à sa 46ème séance, tenue le 13 avril 2000.
2. L'annexe VI au présent rapport contient la liste des documents publiés au titre du point 7 de l'ordre du jour. L'annexe V contient la liste de toutes les résolutions et décisions adoptées par la Commission et des déclarations du Président, par point de l'ordre du jour.
3. À la 10ème séance, le 27 mars 2000, M. Arjun Sengupta, expert indépendant dans le domaine du droit au développement, a fait une déclaration.
4. Au cours du débat général sur le point 7, des déclarations ont été faites par des membres de la Commission, des observateurs, ainsi que des organisations non gouvernementales, dont la liste figure à l'annexe III au présent rapport.

Le droit au développement

5. À la 46ème séance, le 13 avril 2000, le représentant de l'Afrique du Sud a présenté le projet de résolution E/CN.4/2000/L.14, qui avait pour auteurs l'Afrique du Sud, la Chine et le Mexique (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés). L'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Canada, le Costa Rica, le Danemark, El Salvador, l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Liechtenstein, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la République dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suisse et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.
6. Le paragraphe 2 du projet de résolution a été oralement révisé par le représentant de l'Afrique du Sud.
7. Le projet de résolution, tel qu'il avait été oralement modifié, a été adopté sans être mis aux voix. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 2000/5).
